



# LE PROGRÈS

JOURNAL DE LYON, POLITIQUE QUOTIDIEN

Le rédacteur en chef, gérant : CHARLES NOËLLET.

ANNONCES ANGLAISES  
25 c. la ligne.BÉDICATION, GÉRANCE & CAISSE  
PLACE DE LA CHARITÉ, 10.  
Pour les abonnements et les annonces, s'adresser à  
M. E. NOËLLET, chargé de l'administration.PRIX  
DE  
L'ABONNEMENT

	Wille	Lyon	12 fr. pour trois mois.	22 fr. pour six mois.	42 fr. pour un an.
Paris	12 fr.	12 fr.	22 fr.	42 fr.	42 fr.
Provinces	12 fr.	12 fr.	22 fr.	42 fr.	42 fr.
Étranger	12 fr.	12 fr.	22 fr.	42 fr.	42 fr.

ANNONCES ET ABONNEMENTS

M. LAFITTE-BELLIER, et Cie, place de la Bourse, 8, Paris.  
M. HAVAS, rue Jean-Jacques-Rousseau, 3, Paris.  
M. HENRI, rue de Valenciennes, 10, Paris.  
M. HENRI, rue de Valenciennes, 10, Paris.

RECLAMES ET FAITS DIVERS

1 fr. la ligne.

## LES ÉLECTIONS

CANDIDATS DE L'OPPOSITION DÉMOCRATIQUE  
Dans le département du Rhône

TOUR LE SCRUTIN DES 23 ET 24 MAI 1869

Première circonscription

Perrache — Guillotière — Bellecour — Saint-Just —

Villeurbanne

M. JULES FAVRE M. F.-V. RASPAIL

Député sortant. Ancien candidat à la présidence de la république.

Deuxième circonscription

Terreaux — Brotteaux — Croix-Rousse — Vaise

M. BANCEL M. HENON

Ancien représentant du peuple. Député sortant.

Troisième circonscription

Anse — L'Arbresle — Limonest — Neuville — Tarare

M. Alph. ESQUIROS M. JULES FAVRE

Ancien représentant du peuple. Député sortant de Lyon.

Quatrième circonscription

Condrieu — Givors — Saint-Genis-Laval — Mornant

M. ERNEST PICARD

Député sortant de Paris, membre du conseil d'ordre.

Cinquième circonscription

Belleville — Beaujeu — Bois-d'Oingt — Lamure —

Monsols — Villefranche — Thizy

M. JULES FAVRE M. André PARCEINT

Député sortant de Lyon. Conseiller général du Rhône.

Sixième circonscription

M. JOSEPH LENTILLON

Notaire à Thoiry, se présente en outre dans toutes les circonscriptions.

## MANIFESTATION RASPAIL

Le citoyen F.-V. Raspail a été hier l'objet d'une imposante manifestation. Il convient de rapporter avec fidélité et impartialité les divers incidents de cette journée.

Le comité radical avait envoyé jeudi et vendredi deux délégués pour prier le citoyen Raspail de venir à Lyon; les deux délégués étaient revenus de Caen avec des réponses négatives. Raspail, craignant que les faits qui avaient suivi la réunion du comité Napoléon à Paris ne se reproduisissent à Lyon, et ne voulant pas que sa présence pût être la cause de mesures de répression envers ses coreligionnaires politiques, Raspail avait positivement refusé.

Une dépêche du comité, arrivée à Paris samedi, dépeçait des plus pressantes, enfin enfin vaincu les hésitations de Raspail, il annonça qu'il serait à Lyon lundi et qu'il assisterait aux réunions organisées à l'effet de l'entendre; mais pour ne fournir aucun prétexte aux rigueurs, il demandait que son arrivée ne fût annoncée publiquement que lundi matin.

Pourtant Raspail, accompagné de ses trois fils, était arrivé dimanche soir par l'express de dix heures, et il descendait à l'hôtel Beauquis, place Bellecour.

Le Progrès, averti par le comité lundi matin, annonçait à huit heures deux réunions : l'une aux Montagnes Calvaises, pour dix heures; l'autre au salon d'Apollon, pour deux heures.

Par suite d'une déclaration incomplète, la première réunion n'a pu avoir lieu; mais de neuf heures à deux heures, le citoyen Raspail recevait plus de deux mille visites à l'hôtel Beauquis.

A deux heures, lorsqu'il s'est rendu à la salle d'Apollon en passant par la place de la Charité, le pont de la Guillotière et le quai du Prince-impérial, il a été salué par de chauds et énergiques vivats.

Il était alors dans une calèche découverte, accompagné du citoyen Chavert, président du comité et membre du conseil d'arrondissement de Lyon, et des citoyens Favier et Grosbois, également membres du comité radical.

Dans la voiture suivante se trouvaient MM. Benjamin Raspail, ancien représentant du peuple de 1849 à 1851 pour la ville de Lyon, ses frères Emile et Xavier Raspail et l'un de leurs amis, homme influent et dévoué aux idées radicales.

Arrivé près de la salle d'Apollon, la foule était si compacte que la voiture n'a pu avancer, et le citoyen Raspail a été littéralement porté dans la salle où devait avoir lieu la réunion, et contenant environ 2,500 personnes.

On peut évaluer à six mille personnes les spectateurs qui n'ont pu pénétrer.

A deux heures et demie le citoyen Raspail entra dans la salle, et le président, M. Favier, lui donna la parole.

Dans un discours qui n'a pu être entendu que de peu de personnes, tant les acclamations couvraient la voix de l'orateur, le candidat de la première circonscription a parlé de la famille au point de vue de l'homme privé, et de la famille agrandie — la patrie, pour ce qui constitue l'homme politique.

Les citoyens qui étaient venus à la séance étaient animés du sympathique désir de voir Raspail, et aucun ne songeait à lui adresser la moindre question; on demandait qu'il vint, et quand il fut dans la salle, — tout était bien; c'est ce qui a été fort bien dit par un orateur qui a pris la parole après le citoyen Raspail. Il est des hommes dont le passé est tel qu'ils sont dispensés de tout ce qui peut sembler profession de foi ou explications.

Vers quatre heures, le candidat rentra à l'hôtel Beauquis.

Il est difficile, sinon impossible, de rendre compte des citations dont le citoyen Raspail a été l'objet. En se rendant à la réunion, sa voiture avait été assaillie et avait dû fréquemment s'arrêter. Hommes, femmes entouraient Raspail et l'acclamaient avec frénésie.

Venu en calèche découverte, il avait pris un fiacre pour partir; on monta sur ce fiacre. Au moment où il sortit du salon d'Apollon, la foule l'en-

toura; on l'embrassait, on le pressait; c'était un enthousiasme indescriptible; les gens pleuraient, se serraient les mains.

Enfin, depuis quatre heures jusqu'à sept heures et demie, la foule n'a pas cessé de stationner devant l'hôtel Beauquis, et il a fallu que plusieurs fois le citoyen Raspail parût à la tête de son appartement pour saluer ceux qui l'acclamaient.

A son départ pour le chemin de fer, même enthousiasme. Couvert de fleurs et d'applaudissements, c'est avec peine qu'il a pu arriver à Perrache. Enfin, à la gare, plus de trois mille personnes n'ont pas cessé de pousser les cris de : *Vive Raspail! Vive l'ami du peuple!* jusqu'au départ du convoi.

Nous constatons avec plaisir que cette manifestation n'a été troublée par aucun désordre. Du reste, l'autorité, en cela fort sage, s'était abstenue de tout déploiement de forces.

Le secrétaire de la rédaction : NOËLLET

## COMMUNICATIONS

Lyon, le 18 mai 1869.

A Monsieur Noëllet, rédacteur en chef du Progrès de Lyon.

Monsieur,

Dans votre n° des 17 et 18 mai vous avez publié une lettre signée Mosset, soi-disant rédacteur du journal la *Décentralisation*, d'après le *Salut public* du 13 mai.

Cette lettre m'impose la nécessité de lui poser les questions suivantes :

M. Mosset est-il fils d'étranger, a-t-il satisfait à la loi du service militaire, en un mot, est-il électeur ? Comme M. Mosset a motivé la dissolution de la réunion électorale de la 1<sup>re</sup> circonscription, tenue au manège, rue Monsieur, le 14 mai à 8 heures du soir, et que j'étais présent à cette réunion, je demande une réponse publique.

J'ai l'honneur de vous saluer.

BATEFOIS,

Epicier, rue de Chartres, 32.

Nous avons reçu la communication suivante :

Électeurs de la 1<sup>re</sup> circonscription, Les jeunes gens soussignés n'ayant pas encore atteint l'âge requis par la loi, ne peuvent prendre une part active à la grande lutte électorale qui va bientôt s'ouvrir. Mais, éclairés avant l'heure par la lecture de notre douloureuse histoire, animés par l'exemple des grands citoyens qui ont sacrifié leur vie à la sainte cause de la liberté, et profondément émus des dangers de la patrie, ils élèvent vers vous leurs mains suppliées et vous adressent cette supplique.

Citoyens, vous êtes les maîtres, mais vous avez un devoir redoutable à remplir. Si vous le faites, faites donc faire vos préférences, oubliez vos dissensions, unissez-vous dans une noble et généreuse pensée, et votez résolument pour l'homme le plus capable de vous représenter dans ces temps difficiles, de revendiquer avec le plus de force et d'autorité les droits sacrés acquis par nos pères en 1792 et 1848.

Cet homme, c'est F.-V. Raspail.

Si l'on vous dit que c'est un vieillard, ne le croyez pas ! Le dévouement n'a pas d'âge. C'est à nous d'affirmer cette vérité, parce que nous nous sentons le courage d'affronter mille fois la mort pour la sainte cause, bien qu'on nous considère aussi comme des enfants.

Citoyens, vous entendrez ces accents de notre

âme frémissante, et vous nous montrerez le chemin de la vertu et de l'honneur. Nous sommes impatients de vous y suivre.

Pierre Bougeron, 18 ans; Honoré Rédarès, 18 ans; Guichard, 20 ans; Babois, 19 ans; Pierre Hesson, 19 ans; Benoît Blanchard, 19 ans; Edouard Bert, 20 ans; Maurice Mouchiroud, 18 ans; Louis Brocard, 17 ans 1/2; Marius Guérand, 18 ans; Louis Devienne, 19 ans; Louis Laval, 20 ans; Louis Martin, 17 ans; Jules Reus, 18 ans; Auguste Ponchin, 19 ans; Claude Comte, 18 ans; Louis Bouchet, 19 ans; Hubert Guillot, 19 ans; Pierre Gonthier, 19 ans; Hyacinthe Tardy, 18 ans; André Béchét, 19 ans; Louis Billel, 18 ans; Alphonse Buisson, 20 ans; L. Buisson, 18 ans; André Davinet, 18 ans; Joseph Perraud, 18 ans; Andrien Chanoz, 18 ans; Emile Pichot, 18 ans.

## LE PARTAGEUX BANCEL

Un journal de Lyon disait avant-hier que l'honorable M. Bancel était le candidat des *partageux*; nous engageons notre confrère à méditer les lignes suivantes empruntées au *Rappel*, et signées Charles Hugo :

Bancel, représentant du peuple au coup d'Etat, a vécu dix-sept ans dans l'exil.

Je l'y ai connu dès 1832, et je sais sur lui une histoire qui date d'alors et qui jette un jour à la fois tragique et charmant sur le côté inconnu de cette grande vie d'exil, aujourd'hui un des prestiges de Bancel. La voici :

C'était le temps où les proscrits mouraient de faim, malgré la caisse de secours fondée par Etienne Arago, l'ami et le sauveur de tant d'infortunés qui lui ont dû de pouvoir rester des courages.

Bancel, si j'ai bonne mémoire, habitait alors la place des Martyrs, qui doit son nom au beau monument que la vivace nationalité belge y a érigé aux martyrs de son immortelle indépendance.

Dans cette même maison, en haut, près des combles, un étage au dessus de Bancel, logeait également un tout jeune garçon imberbe, blond et rose. — Il avait dix-sept ans et était proscrit. Un enfant.

Il s'appelait Emile A...

Il était pauvre et fier. Pauvre au point qu'il avait volontiers l'air de quelqu'un qui dine tous les jours.

Il était aimé de tout le monde et n'était tutoyé par personne.

Bancel, seul, connaissait sa détresse et sa fierté. L'enfant rentrait dans sa mansarde tous les soirs, à six heures, au moment même où Bancel dînait. Bancel l'appelait souvent.

Eh! dites donc, vous, là-haut! Il criait-il. Vous savez que votre couvert est mis. Descendez donc ! L'enfant ne descendait pas.

Il fit mieux. Comme Bancel renouvellerait trop souvent son invitation, il ne rentra plus qu'à sept heures. Bancel s'en aperçut et dina à sept heures.

Mais l'enfant se glissait sans bruit jusqu'à son grenier, et Bancel ne l'entendait pas. Cela dura un mois.

Un jour, Bancel imagina de laisser sa porte ouverte, sur le palier qui était étroit. — La porte ouverte faisait ainsi une sorte de cloison entre le mur et la rampe. L'enfant ne pouvait plus monter l'escalier sans s'arrêter devant le diner de Bancel.

Bancel comptait bien qu'en voyant fumer le potage, l'affamé capitulerait.

A sept heures, ce jour-là, le petit Emile rentra comme d'habitude, et comme d'habitude aussi, monta légèrement. Il arriva sur le palier infranchissable, et brusquement il se trouva face à face avec Bancel, assis à sa table, et qui lui montrait, près de lui, en souriant, un second couvert et une chaise vide.

L'enfant devint rouge, puis pâle. Rougeur de la fièvre; pâleur de la faim.

Il se sentait pris au piège.

— Allons! entrez donc! lui cria Bancel.

L'enfant hésitait.

Alors Bancel se leva, alla à lui, le prit par les épaules et lui dit :

— Mais tu sais bien que voilà un mois que je t'attends!

— Merci, dit l'enfant, vaincu par ce tutoiement charmant.

A partir de ce jour, il devint l'hôte quotidien de Bancel.

Et c'est ainsi que le représentant du peuple proscrit empêcha l'enfant proscrit de mourir de faim.

Voilà le *partageux*! Pas de commentaires, n'est-ce pas ?

GAY.

## MOUVEMENT ÉLECTORAL DANS LA 3<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION

On nous écrit de Tarare le 17 mai :

M. Alphonse Esquiros a eu le plus grand succès à Tarare. Parti de l'Arbresle dimanche matin par le train de 10 heures, il a été reçu à la gare de Tarare par une foule considérable; l'avenue qui conduit de la gare au centre de la ville était encombrée de curieux, il y avait plusieurs milliers de personnes sur pied. Au théâtre, où a eu lieu la réunion publique, les citoyens étaient littéralement entassés les uns sur les autres, et le candidat démocratique a été applaudi à outrance. Les démonstrations les plus vives ne se sont pas arrêtées un instant.

Dans l'après-midi, quand M. Alphonse Esquiros a quitté la ville, on se pressait avec tant d'empressement autour de sa voiture que celle-ci avait peine à s'ouvrir un passage. On l'accompagnait jusqu'au delà du faubourg du Vert-Galant.

Voyez acclamer et fêter ainsi un des proscrits du coup d'Etat, un homme qui représente si bien, selon son expression, un lambeau du droit déchié, est un spectacle consolant pour les honnêtes gens.

MM. de Mortemart et Jourdan ont fait distribuer ces jours-ci au domicile de chaque électeur leur circulaire et deux bulletins de vote. M. Jourdan, en outre, a fait placer dans une nouvelle profession de foi, en affiches, qui n'est pas précisément conforme à sa circulaire. Les affiches de M. Jourdan que les électeurs ruraux questionnent lissent entendre que la préfecture intervient dans l'élection de ce candidat. Qu'y a-t-il de vrai au fond de tout cela? Est-ce une manœuvre de M. Jourdan? Je serais assez disposé à le croire, puisque M. Perras est le candidat avoué de l'administration. Admirez-vous l'indépendance et la bonne foi de M. Jourdan!

On a fait distribuer ces jours derniers dans tous les établissements publics la fastidieuse brochure *Le Progrès de la France sous le second empire*, publiée en supplément par le *Journal officiel* du soir. Il faut supposer une grande dose de naïveté au public pour s'imaginer qu'on pourra lui faire accepter les étranges conclusions de l'auteur de cette publication, lequel joint avec les mots, avec les choses et avec les chiffres, arrive à ranger parmi les progrès du second empire l'augmentation des impôts. C'est pousser un peu loin la plaisanterie.Il est vivement à désirer que la souscription pour la distribution gratuite du *Progrès* dans chaque commune, et surtout dans les communes rurales pendant la période électorale, prenne de l'extension. Vous avez rappelé la bonne influence qu'exerçait en 1849 la distribution du *Républicain* et du *Peuple souverain*. Cette mesure fut si décisive que les électeurs, éclairés par la lecture de ces journaux démocratiques, donnèrent dans tous les cantons, à l'exception de celui de Tarare, qui forment aujourd'hui la troisième circonscription, une forte majorité de suffrages aux candidats radicaux.

Qu'attend M. Jules Favre pour publier sa circulaire? Le succès de M. Esquiros réduit fort le nombre des partisans des candidatures multiples.

P. S. — Hier M. Esquiros a tenu une réunion à Caluire et une autre à Neuville. Il y a obtenu un immense succès.

M. Esquiros a dû partir pour Marseille par le train de nuit.

P. VALIS.

## PROPAGANDE ÉLECTORALE PAR LA PRESSE

4<sup>e</sup> liste de souscription pour l'envoi du Progrès dans toutes les communes du département pendant la période électorale.

Deux électeurs de chemin de fer. . . . .	2 »
Deux électeurs libres. . . . .	4 »
Un ennemi des jésuites. . . . .	50 »
Arthur Martin. . . . .	50 »
Un ami de la liberté. . . . .	2 25 »
Michelot. . . . .	2 »
Un atelier de fabricants de chaises et fauteuils, rue Ferrandière, 32. . . . .	7 50 »
Un ignorant qui ne connaît en politique que les candidats non officiels. . . . .	1 »
Un anonyme de St-Symphorien-sur-Coise. . . . .	1 »
Un ouvrier chapelier. . . . .	1 »
Teinturier, Grande-Rue de la Guillotière. . . . .	1 »
Un groupe d'électeurs de la rue Ste-Blandine. . . . .	4 45 »
Une sage-femme qui veut F.-V. Raspail. . . . .	1 »
Sa mère (malade) qui désire changer de régime. . . . .	2 »
Un habitant de la rue du Canal, à Givors. . . . .	50 »
Un ex-lussard du 20 <sup>e</sup> de ligne. . . . .	50 »
P. Genil. . . . .	1 »
P. Colongret. . . . .	1 »
G. Faldonnet. . . . .	1 »
A. D. H. . . . .	50 »
J. P. . . . .	50 »
A. M. . . . .	50 »
Total. . . . .	36 70 »
Montant des 3 premières listes. . . . .	77 75 »
Total général. . . . .	114 45 »

On souscrit au bureau du Progrès, place de la Charité, 10.

## EMMANUEL ARAGO CALOMNIÉ

Nous disions dernièrement que l'on ne déploierait les grands moyens contre les candidats de l'opposition que dans les cinq derniers jours de la période électorale, alors que nos candidats ne peuvent plus ouvrir de réunions politiques, qu'il n'est même plus temps d'expédier des lettres ou des affiches par la voie de la poste, pour réfuter les imputations injustes ou ridicules, pour protester contre les textes arbitrairement mutilés, pour rétablir le sens de pièces citées à faux, pour signaler les erreurs, involontaires ou non.

Ce que nous avions annoncé se réalise déjà. Une dépêche télégraphique de Marmande (Lot-et-Garonne) nous apprend que M. Emmanuel Arago, candidat dans cette circonscription, est en butte, de la part de certains folliculaires, aux plus odieuses calomnies. On l'accuse d'avoir, pendant son commissariat à Lyon, détourné 500,000 francs du Comptoir d'escompte; d'avoir doublé d'ailleurs les impôts; d'avoir excité les travailleurs à la haine des riches; on ajoute enfin qu'il s'est tellement rendu odieux aux Lyonnais qu'il n'oserait reparaitre devant eux.

Ces infamies circulent dans la circonscription de Marmande, et on nous prie de raconter ce que nous savons, afin de rétablir la vérité et de venger un honnête et digne citoyen, dont le seul crime, aux yeux de la réaction, fut d'avoir défendu énergiquement la cause de la république et du peuple.

Nous ne croyons pouvoir mieux faire que de reproduire la lettre suivante, publiée par le *Siccle* le 7 décembre 1859. Là tout est expliqué, et on verra qu'un homme, qui est aujourd'hui sénateur, n'hésite pas à reconnaître lui-même la droiture et la loyauté du citoyen Emmanuel Arago. Voici cette lettre :A M. L. Havin, directeur politique du *Siccle*.Lyon, le 1<sup>er</sup> décembre 1859.

Monsieur,

Tous les membres de la commission municipale provisoire de Lyon, en 1848, partant d'une légitime indignation contre l'administration d'Emmanuel Arago, ont protesté contre les odieuses imputations, les noires et basses calomnies inventées ou ramassées dans la boue par la Gazette de France.

Nous ne pensions pas qu'après dix années les odieuses insinuations dont l'opinion publique, éclairée par les explications et les preuves les plus catégoriques, a fait depuis longtemps justice, pourraient encore se répéter. Mais depuis l'insinuation de la persistance de ces calomnies, malgré le dédain et le mépris qu'elles nous inspirent, nous étuons à tout honneur et à notre profit nous font un devoir de protester de nouveau et de leur opposer le plus énergique démenti.

Certes, MM. Démophile et Emile Laforet, maires; MM. Alcock, membre de la cour de cassation; Chaley, conseiller à la cour impériale de Lyon; Monestier, avocat à la cour impériale de Paris, ex-président du conseil municipal; Chaley, ex-représentant; Drouin, ex-représentant; Berger, Gastine, Brossette, anciens conseillers municipaux; Lentillon, notaire; Ramadier, Ruvand, Philippe Faure, ooculiers-médecins; Robert, statuaire; Micoli, ingénieur civil; Bonnardel, agent de change; Clermont, chef d'institution; Parat, Chipier, Glaboud, Carle, Rollin, Schmitt, Barthe, Seauvage, négociants; les fabricants de soieries, Jaffr, Assolant, Peitain, Kaufmann, Freillard, Murat, Brun, Morillon, etc., etc., sont trop connus à Lyon pour que personne puisse croire qu'ils aient pu participer à des orbes, à des dilapidations, à des détournements quelconques.

MM. Michaux, caissier municipal, Ruel, chef de la comptabilité, Benoît, secrétaire général, Olibo, directeur du local, de la ville, directeur des douanes, Pascol, Rigaud, Naudin, chefs de bureaux, etc., tous fonctionnaires du régime déchu le 25 février, viendraient constater que dès la première heure, tout a été fait pour assurer la régularité et la non-interruption des services publics, au milieu de l'agitation et de l'effervescence individuelles dans les premiers moments des grandes crises politiques.

Si l'administration municipale provisoire eût voulu se livrer à des dilapidations, à des orbes, et couvrir les odieuses imputations inventées par la calomnie, et ramassées par la Gazette de France, son premier soin n'eût-il pas été de pourvoir au remplacement des anciens fonctionnaires expérimentés en matière d'administration, et qui plus tard pourraient témoigner contre elle? Heureusement, ils ne peuvent témoigner que de sa moralité, de son bon vouloir et de son dévouement.

Poursuivons-nous du détournement des 500,000 francs? M. Emmanuel Arago a suffisamment répondu par la voie de la presse, à la tribune nationale, à la cour d'assises. Nous rappellerons seulement qu'après le départ de Lyon de M. Emmanuel Arago, son successeur, pour répondre à l'insinuation rééditée aujourd'hui, adressait à un journal de cette ville, dont la bonne foi avait sans doute été surprise, la lettre suivante :

« Monsieur,

« Le départ de M. Emmanuel Arago fait peser sur moi seul l'administration du département du Rhône. A ce titre, et comme acceptant d'ailleurs tout l'héritage de ses actes pendant les deux mois qui viennent de s'écouler, je ne puis laisser passer sans la faire suivre d'une réfutation énergique les assertions mensongères et les insinuations perfides contenues dans votre numéro d'hier. Il est des calomnies auxquelles il convient de répondre de la manière suivante :

« 1<sup>re</sup> Il est vrai qu'une somme de 500,000 fr. a été envoyée pour être employée au comptoir national d'escompte à Lyon et dirigé par M. Olivier. Mais l'obligation de faire face au paiement des divers travaux créés pour occuper les nombreux ouvriers victimes de la crise industrielle, n'a pas permis au commissaire de suivre les ordres du ministre des finances, et la somme de 500,000 fr. a été détournée affectée, comme une ressource suprême, au paiement de ces travaux.« 2<sup>e</sup> Le citoyen ministre des finances a été immédiatement prévenu de ce détournement.« 3<sup>e</sup> Il n'est donc pas possible que ce ministre ait été indigné en apprenant, ces jours derniers, dites-vous, la destination donnée à ces 500,000 fr. Cette surprise et cette indignation de sa part, si elles s'étaient manifestées, n'auraient aucun fondement, partant aucune excuse.« 4<sup>e</sup> Il n'est pas vrai qu'en présence des gérants du comptoir d'escompte le commissaire E. Arago n'ait pu articuler aucune explication. M. Olivier, seul gérant du comptoir d'escompte, affirme que le citoyen commissaire lui a fait connaître la destination qu'il allait donner aux 500,000 fr. envoyés par le ministre.« 5<sup>e</sup> Quant à l'emploi des 500,000 fr., je me bornerai à vous dire que j'ai vu les yeux des mandats délivrés de puis le 22 mars dernier, pour une somme de 514,000 fr. Les mandats et les livres de comptabilité, justifiant aussi de secours accordés aux communes suburbaines et pris sur le produit des 55 centimes, sont à la disposition du public, chez M. le secrétaire de la préfecture. Vous avez attenté le départ de mon collègue pour l'honneur de cette attaque; le public sera juge de votre loyauté et de ma réponse; que vous ne refusez pas de publier.

« Je vous prie d'agréer mes salutations.

« Le commissaire du gouvernement provisoire dans le département du Rhône,

« MARTIN BERNARD.

Les mystères de la comptabilité et de l'emploi des deniers publics ont été exposés aux Lyonnais par M. Démophile Laforet, dans une proclamation publiée la veille de son départ pour aller siéger à l'Assemblée constituante où l'appelaient 127,000 électeurs du département du Rhône, de

cette proclamation, nous allons extraire les passages suivants :

Le maire provisoire de Lyon à ses concitoyens.

« Mes chers concitoyens,

« Le vœu unanime de la population réunie autour de moi, à l'hôtel de ville, le 27 février, m'a appelé aux fonctions de maire. Je n'ignorais ni les embarras de la situation, ni les obstacles qu'une administration nouvelle, improvisée en vertu de la plus forte des lois, celle de la nécessité, aurait à surmonter au milieu des circonstances extraordinaires nées de la consécration de l'immortel principe du gouvernement républicain.

« En attendant la réorganisation prochaine du corps municipal sur les larges bases que comporte le régime républicain; en attendant le choix du futur conseil, résultat de la volonté librement exprimée de tous les citoyens, il me reste, au nom du comité ex



Monsieur Noëllet, j'apprends que des imputations d'ordre moral ont été faites, sont de nouveau produites contre le citoyen Emmanuel Arago. Je ne puis que vous adresser mes protestations les plus vives. Le citoyen Emmanuel Arago a été élu député de la République en 1848. Il a rempli son devoir de conscience en affirmant que la probité de M. Arago est à l'abri de tout reproche, que les 500 mille francs à lui envoyés par le gouvernement provisoire, pour servir à d'urgentes nécessités, ont été employés régulièrement et avec la plus parfaite probité administrative et commerciale, et que la commune de Caluire qu'il a administrée dans ces moments difficiles, en a eu sa part.

Cette avance, faite à notre cité, fut une mesure due à l'intelligence et à la prévoyance du citoyen Arago et du gouvernement provisoire. J'ai vu fréquemment M. Emmanuel Arago, je l'ai connu personnellement, j'ai vu sa conduite à la Croix-Rousse, aux bastions, dans la démolition commença, sur la demande du comité de la guerre, à Lyon, bastions heureusement rasés aujourd'hui. Les acclamations que dix mille citoyens firent entendre prouveront au citoyen Arago que ses paroles de paix, de concorde étaient comprises et goûtées. Car, M. Arago, la population lyonnaise comme toute la démocratie républicaine, j'ose le dire, veut le triomphe de ses idées par la propagation des idées démocratiques sagement appliquées et du principe de la fraternité, en un mot, ne veut plus du chaos, ni de la guerre, et ne veut plus de batailles entre les peuples qu'à coups de baïonnettes. Ce qui est la lutte morale par l'éducation dans le champ fécond de la science et de la paix par la liberté.

Salut et fraternité.  
H. LENTILLON,  
Notaire à Thoiry (Rhône), secrétaire du comité de guerre et de police à Lyon pendant la révolution de février 1848, commissaire de la République à Caluire, du 25 avril au 18 juin suivant.

Nous ne poursuivons pas plus loin ce rapide examen de la noble conduite de M. Emmanuel Arago dans son trop court passage à la préfecture du Rhône. D'ailleurs à toute épreuve, fermé, courage de toute heure de jour et de nuit, simplicité enfin dans l'héroïsme, voilà sa vie, voilà ce qui rend son nom et sa personne chers aux gens de bien et respectables aux yeux de tous les partis. La calomnie déshonore-t-elle enfin ? Nous l'espérons. Mais ce qui nous rassure davantage encore, c'est que nous croyons qu'à l'heure actuelle les résolutions sont assez irrévocablement prises pour déjouer toutes les manœuvres dirigées par nos adversaires contre les candidats de l'opposition.

CHARLES NOËLLET.

## CHRONIQUE ÉLECTORALE

Paris. — 5<sup>e</sup> circonscription. — Une candidature socialiste vient de se produire. Nous croyons devoir reproduire les deux pièces suivantes :

## CANDIDATURE BROSNE.

Aux électeurs de la 5<sup>e</sup> circonscription.

Électeurs, En minorité dans le pays, les démocrates-socialistes, par l'organisation du suffrage universel, se trouvent réduits à l'abstention par le bulletin blanc, protestation abstraite qui semble incompatible avec le sentiment populaire.

Soit à l'abstention par le bulletin blanc, protestation abstraite qui semble incompatible avec le sentiment populaire. Soit à des coalitions sans principes communs et par conséquent sans résultat.

Dans cette situation, un comité vient de se former pour soutenir la candidature du citoyen Brosne, en lui donnant pour caractère d'affirmer deux principes jusqu'ici méconnus :

Dans l'ordre politique, droit des minorités ; Dans l'ordre économique, souveraineté du travail.

H. Toland, — Demay, — J. Perrachon, — Guizard, — J. Bouy, — Saint-Simon, — Bréban.

Tous les jours, de midi à deux heures, rue Folie-Méricourt, 97, chez M. Demay.

## CANDIDAT DÉMOCRATE-SOCIALISTE, BROSNE.

Citoyens,

Pour avoir pas compris le double caractère, politique et social, du problème posé depuis un siècle, la République, acclamée avec enthousiasme en 1848, n'a pu se constituer définitivement.

Pour avoir toujours demandé son salut à de prétendus sauveurs providentiels, la France a fait en vain d'héroïques et de sublimes sacrifices, afin d'assurer à chaque citoyen la liberté et le bien-être.

La liberté grandit d'autant que l'autorité diminue ; elle n'atteindra son complet développement que lorsque le gouvernement ne sera plus qu'une administration responsable et sans initiative.

Il n'y aura de bien-être pour tous que lorsque chacun pourra, par son travail, satisfaire à ses besoins, et lorsque personne ne pourra consumer sans avoir produit.

Pas de société sans ordre, mais pas d'ordre sans justice dans l'organisation sociale, et pas de justice si les droits naturels de tous ne sont pas garantis.

Pour accomplir la réforme politique, il faut donc que chaque citoyen conserve, INALIÉNABLE et IMPRESCRIPTIBLE, sa part de souveraineté.

Pour accomplir la réforme sociale, il faut, à l'aide de l'association (devenue possible par la suppression de l'article 291 du code pénal), réunir les éléments épars du prolétariat, et en constituer une force nouvelle capable d'opérer la transformation des salariés en producteurs indépendants, disposant de la totalité de leurs produits.

Citoyens,

N'attendez de moi que ce que vous serez décidés à accomplir vous-mêmes ; les législateurs n'agissent que lorsque l'opinion publique fait entendre sa voix.

Ma mission consistera donc :

1<sup>o</sup> A mettre, chaque jour, le pouvoir en demeure d'accomplir les réformes politiques et sociales ; 2<sup>o</sup> A prendre acte, s'il y a lieu, des résultats obtenus ; ou à constater publiquement que tout gouvernement d'essence monarchique est impuissant à accomplir l'œuvre du dix-neuvième siècle.

Comme doit le faire tout mandataire, je viendrai, après chaque session annuelle, vous demander de me continuer, par un nouveau vote, le mandat que vous m'avez confié.

BROSNE.

7<sup>e</sup> circonscription. — On a beaucoup parlé d'une réunion où M. Jules Favre aurait été mal accueilli. On a beaucoup exagéré les choses. Voici le récit du *Figaro* :

Rue des Cordeliers-Saint-Marcel, 3. — Cette réunion a été de beaucoup la plus intéressante de la circonscription ; en fin M. Jules Favre s'est montré.

Au moment où il est arrivé, M. Delattre parlait, et, aux acclamations des électeurs, défendait la candidature Rochefort. Après un petit incident au sujet de la présence du candidat radical au chapitre de l'enfant d'Hugo, M. Jules Favre est monté à la tribune où, avec une voix pleine d'émotion, il a raconté qu'il n'avait que du bien à dire de ses compatriotes, et qu'il ne possédait pas une candidature que parce que des électeurs l'en avaient prié.

— Pas nous ! crièrent plusieurs voix. — Non, non, répéta presque toute la salle.

Puis M. Humbert est venu raconter quelques épisodes de la vie politique du nouvel académicien, et à conclure en disant que la République n'est que la responsabilité des réactions qui commencent en juin 49 pour finir en décembre 51. Une émotion profonde a suivi ce discours. M. Jules Favre, pâle, est remonté à la tribune pour dire à peu près ceci :

— L'histoire a parlé de faits qu'il est trop jeune pour avoir vus. — Mais l'histoire est à tout le monde, a crié un électeur. — Vous me jurez, et si vous le voulez, vous me condamnerez.

— Qui l'ont fait mille voix. — Mais si vous espérez m'amener à me justifier, vous n'y parviendrez pas.

Cette réponse a produit l'effet le plus désastreux. M. Jules Favre est sorti escorté des cris : Vive Rochefort !

Mais il paraît que le lendemain M. Jules Favre avait regagné la partie. Nous lisons en effet dans le *Sicéle* :

Samedi soir, plus de quinze cents électeurs de la 7<sup>e</sup> circonscription se réunissent à Montrouge dans une salle immense pour entendre M. Jules Favre.

Bien que la réunion eût le caractère privé, tous les partis y étaient représentés, tous les candidats y avaient des partisans.

Le succès de M. Jules Favre a été immense. Jamais peut-être l'histoire n'enregistre un triomphe plus éloquent. Jamais il ne s'est exprimé avec plus de netteté sur les choses de ce temps.

M. Jules Favre s'est placé sur le terrain solide de la revendication du droit, du droit tout entier.

Il s'est exprimé, au sujet des transactions, des compromissions acceptées avec le pouvoir personnel par certaines personnes qui comptaient autrefois dans nos rangs, en des termes d'une virile énergie qui ont soulevé des tonnerres d'applaudissements.

Des interpellations lui ont été adressées par des partisans des autres candidats démocrates de la 7<sup>e</sup> circonscription. Il nous a dit de dire que les adversaires de M. Jules Favre sont demeurés sur le terrain des principes et ne sont pas descendus aux personnalités dont nous avions eu hier à signaler le triste spectacle.

La réunion tout entière a manifesté une telle impatience contre les interpellateurs, que M. Jules Favre a dû prendre la parole pour obtenir que ses contradicteurs fussent entendus. Ils l'ont dit jusqu'au bout. M. Jules Favre a victorieusement répondu aux questions qui lui ont été adressées. Elles lui ont fourni l'occasion de formuler dans un langage clair et précis, ses opinions sur la plupart des questions vitales dont la solution s'impose à la démocratie. Avons-nous besoin de dire que ces solutions sont celles qu'acceptent tous les hommes qui ne se séparent pas la liberté de la démocratie ?

La soirée de samedi a été décisive pour l'élection de la 7<sup>e</sup> circonscription.

Voici maintenant la lettre par laquelle M. Emile Olivier refuse de se porter dans la 7<sup>e</sup> circonscription contre M. Jules Favre :

Messieurs,

Je suis bien touché que vous ayez pensé à moi pour représenter dans votre circonscription la grande cause du progrès et de la liberté sans la révolution.

Mais quoique dans la lutte que je soutiens mes adversaires ne respectent à mon égard aucune convenance, je suis résolu à ne pas les imiter et à m'adresser à toutes.

Parmi les candidats de la 7<sup>e</sup> circonscription je vois le nom de M. Jules Favre.

M. Jules Favre a été l'un des cinq, je ne veux ni ne puis accepter une candidature en concurrence avec la sienne.

Croyez que je consens à un malheureux souvenir de la confiance que vous m'avez témoignée, et dont je serai toujours reconnaissant.

EMILE OLIVIER.

Le secrétaire de la rédaction : PONCET.

## REVUE DE LA PRESSE

La période des réunions publiques électorales s'est achevée au milieu du plus grand calme à Paris : ce qui prouve que les conseils de la presse démocratique ont été entendus et que chacun a compris la nécessité de s'abstenir de toute manifestation pouvant servir les calculs de ceux qui veulent semer l'effroi.

Le *Sicéle* constate avec satisfaction cet état de choses et ajoute :

« Que les électeurs des départements auxquels on voulait faire accroire que la capitale était à la veille d'une émeute se rassurent. Paris a fait justice des agents provocateurs et des fous. La tranquillité est complète. Les spéculateurs en désordre sont déçus dans leurs coupables espérances. »

« La population parisienne n'a en ce moment qu'une seule préoccupation : bien voter au scrutin du 23 mai. Que les électeurs des départements se défient donc des affiches apposées au dernier moment ; qu'ils se gardent de prêter l'oreille aux nouvelles à sensation qu'on se réserve peut-être de répandre lorsqu'il ne sera plus temps de les démentir avant l'heure du scrutin. »

« Paris est calme et tranquille. Ceux qui, pendant la semaine actuelle, répandraient des bruits alarmants ne pourront être que des dupes ou de maladroits complices des candidatures officielles. »

L'*Avenir national* donne le bilan des réunions électorales considérées dans leur rapport avec l'ordre public. Plus de deux cents réunions ont été tenues à Paris depuis quinze jours, et notre confrère constate que sur ce chiffre considérable, trois réunions seulement ont été l'objet de quelque bruit à l'extérieur : la réunion du Châtelet, celle de la rue de la Sorbonne et celle du Cirque Napoléon.

Sur la place du Châtelet, il n'y a eu que des cris et des chants. Les agents de la force publique ont fait fermer des cafés, dispersé rudement la foule, sans rencontrer un seul essai de résistance. Eh bien ! nous le demandons à tout homme de bonne foi, dit notre confrère : Dans quel pays une agglomération de quinze à vingt mille individus, réunie sous l'influence de vives et légitimes passions politiques, eût-elle donné lieu à moins de désordres que ceux qui se sont produits au théâtre du Châtelet ?

Autour de la Sorbonne, quel que crû, quelques lanternes brisées ; mais il paraît certain que ce désordre ne s'est produit qu'à la suite d'une charge exécutée inopinément contre la foule qui était alors parfaitement tranquille, par une brigade d'agents. Nous ne sommes pas à l'aise sur ce point, car le quartier de la Sorbonne est habité par cette vive et ardente jeunesse des écoles, qui n'a jamais mis sa gloire à subir patiemment les injures et les injustices.

Les événements du Cirque Napoléon et de la Bastille ont été plus sérieux. Là les agents de l'autorité ont ressenti de la résistance, mais une résistance tout individuelle. Un jeune homme a frappé d'un coup de canne plombée un officier de paix. Un autre agent, dit-on, a été contusionné, mais la foule n'a commis aucune violence. Elle a chanté la *Marseillaise*, elle s'est dirigée vers la place de la Bastille, elle a été dispersée par des troupes à cheval et à pied, et depuis lors aucune émotion n'a troublé la capitale.

Voilà, en résumé, quelle est la somme des excès et des désordres qui ont précédé la publication de l'ordonnance du préfet de police contre les attroupements, ordonnance rédigée dans le style des mauvais jours et dont le besoin, comme on vient de le voir, ne se faisait nullement sentir.

Si l'on veut faire attention que c'est la première fois que le pays est appelé à l'exercice du droit de réunion, on conviendra que ces troubles sans importance qui se sont produits sur quelques points d'une ville de deux millions d'habitants ne sont rien comparés aux scènes tumultueuses qui, à chaque élection, éclatent en Angleterre, en Suisse, en Amérique, dans tous les pays depuis longtemps familiarisés avec la liberté.

M. Edmond Texier rappelle à ce propos les troubles de Manchester, les agitations de Sheffield, les incendies dans certains districts manufacturiers, les combats en pleine rue à Genève, où la salle électorale a reçu le nom de boîte aux gifles ; il rappelle les coups de revolver échangés d'un trottoir à l'autre, à New-York, entre les partisans des deux candidats à la présidence, et il ajoute :

« Nous disions tout à l'heure que nous eussions désiré moins d'agitation de place publique ; mais, en raison des procédés de la police dédaignant l'épée, brandissant le casse-tête, se ruant comme une meute sur des groupes inoffensifs, nous devons être surpris que l'agitation se soit bornée à quelques petits tumultes, à des hymnes patriotiques chantés en chœur, au bris de quelques boîtes de gaz, toutes choses vénielles et qui n'approchent certes pas des troubles qui signalent, en Angleterre, en Suisse et en Amérique, chaque période électorale. »

Cette première application du droit de réunion n'est donc pas faite pour décourager les amis de la liberté ; au contraire. C'est en marchant que l'en-

ant apprend à marcher ; c'est en exerçant la liberté que l'homme apprend à être libre.

« Encore une ou deux épreuves de ce genre, et les esprits les plus exaltés s'habitueront au calme, et chaque citoyen, bien convaincu que le désordre ne profite qu'à la réaction, se défilera de plus en plus de ces meneurs ténébreux, — gens de sac et de coups de main qu'on chercherait vainement quand l'action est finie, — sortis on ne sait d'où, peut-être bien de la rue de Jérusalem. »

« Encore une fois, félicitons-nous du résultat. En comparant ce qui se passe ailleurs dans des circonstances semblables, nous aurions mauvaise grâce à nous plaindre. »

Un journal dévoué au gouvernement, mais qui ne renonce pas toujours à son franc-parler, la *Presse*, constate de quelle étrange manière la police a travaillé au rétablissement de l'ordre à Paris.

« Le préfet de police vient de publier un nouvel arrêté d'où il ressort que les agents ont été provoqués et attaqués violemment. Nous sommes tout disposés à blâmer les actes d'agression, de quelque part qu'ils viennent ; nous avons dit, dès le premier jour, que les vitres cassées et les lanternes éteintes par les citoyens n'étaient nullement profitables à la liberté ; nous sera-t-il permis d'ajouter que les côtes enfoncées et les yeux poéchés par les agents ne sont d'aucun profit pour l'ordre ? »

LUCIEN JANTET.

Ce qu'on peut reprocher en outre à la police, c'est de n'avoir pas observé les prescriptions légales de la loi des 7 et 9 juin 1848, qui ordonne des sommations préalables avant la dispersion, par la force, des attroupements. Il est certain que si les agents avaient appliqué les mesures de précaution et de prudence recommandées par la loi, au lieu de charger les groupes à l'improviste, ils n'auraient rencontré nulle part de la résistance, et il n'y aurait pas de blessures plus ou moins graves à regretter.

Sur le chapitre des éventualités, on est très divisé. Les optimistes à tous crins veulent une nouvelle campagne de hausse et saluent déjà la rente à 80 fr., comme après 1852.

Quant aux hommes de bon sens, ils raisonnent sur les données suivantes : Tout d'abord on remarquera que les valeurs les plus mouvementées et qui remorquent le marché sont l'Italien, le Suez et les Autrichiens, trois valeurs étrangères qui ont remplacé le Crédit mobilier comme levier de spéculation. Tout cela est largement aléatoire.

Un second motif de défiance est inspiré par la politique générale. Si les élections ne sont pas aussi favorables au gouvernement qu'il l'espère, il pourrait bien chercher une diversion au dehors.

Enfin une crise monétaire est possible, sinon probable. Après avoir passé à l'état chronique en Espagne, en Italie, en Russie, en Turquie, elle menace l'Angleterre.

On calcule, dit un journal, que depuis un an il a été expédié soit de Londres, soit des différentes places du continent, plus d'un milliard en espèces à destination de St-Petersbourg ou des Etats-Unis. Et ces paiements échelonnés ne sont pas encore terminés, puisque les titres des quatre ou cinq dernières émissions russes ne sont pas encore libérés et puisque les inscriptions de la dette américaine continuent à arriver en Europe.

Le milliard à la Banque de France, ne saurait nous préserver longtemps ; car il y a chez nous des papiers en circulation pour des milliards et des milliards qui peuvent courir au remboursement de la première panique. Et on ne doit pas compter, le cas échéant, sur les épargnes privées, car le drainage s'en est opéré depuis longtemps dans les établissements de crédit. En veut-on la preuve ?

Parmi les plus grosses souscriptions présentées à l'hôtel de ville pour souscrire à l'emprunt, on cite celle du Crédit lyonnais, qui, pour lui-même ou pour sa clientèle de Lyon, de Marseille, de Paris, de Genève, etc., a versé une somme qui dépasse 49 millions ; la Société générale, 45 à 46 millions ; la Banque de Paris, 15 à 20 millions, etc., etc.

Voilà bien des raisons pour le capitaliste d'être prudent, surtout s'il ne survient pas des faits bien réels, bien appréciables, conduisant à l'optimisme ; nous n'y croirions que lorsque le comptant aura des prix sinon supérieurs, du moins égaux à ceux du terme, et lorsque l'emprunt ne sera plus traîné à la remorque de la Rente avec un écart à son préjudice qui varie de 15 à 20 c.

Cela dit, nous devons aujourd'hui quelque attention à certaines compagnies telles que le Suez, les Transatlantiques et l'Immobilière.

Le Suez n'a pas gagné moins de 40 fr. sur les cours de fin avril. Les meneurs espèrent que la nouvelle convention survenue entre M. de Lesseps et le vice roi d'Egypte va relancer cette valeur. Il s'agit de la vente des 10,714 hectares de terrains à bâtir appartenant à la compagnie, et de l'abandon, au profit du gouvernement égyptien, moyennant une compensation fixée à 30 millions, de certaines franchises originellement réservées à la compagnie.

Notre perspicacité ne va pas jusqu'à comprendre en quoi ce marché peut faire hausser le Suez, mais les spéculateurs ne demandent pas qu'on voie clair dans leurs opérations. On connaît nos réserves sur cette valeur. Insister serait tomber dans des redites.

Quant aux Transatlantiques, on croit savoir que la commission des finances chargée d'examiner s'il y a lieu de faire l'application de la garantie de l'Etat pour l'exercice 1868 s'est prononcée pour l'affirmative ; seulement, son rapport a besoin de recevoir l'approbation du ministre pour que ses conclusions soient définitivement acquiescées.

Il va sans dire que cette garantie d'intérêt ne s'applique qu'au second semestre, puisque la loi qui la concerne n'est que du mois de juillet dernier et que son application ne peut pas avoir d'effet rétroactif. Mais enfin telle qu'est appliquée cette garantie, on va pouvoir répartir 9 fr. aux actionnaires, ce qui élèvera le dividende de 1868 à 19 fr.

L'assemblée de l'Immobilière ne pouvait passer sans que M. Mirès eût le mot de la fin, qui n'est pas comme d'habitude une niaiserie, mais bien une solution dans l'intérêt des actionnaires.

M. Mirès, repoussant la fusion, qui ne peut mener à rien, veut tout simplement que les anciens administrateurs rachètent tous les titres et rem-

ettent la main à la pâte. « Les administrateurs devenus seuls propriétaires des actions, dit-il, se dévoueraient alors à faire valoir leur propre fortune ; ce ne serait de leur part qu'échanger une partie de leur actif personnel contre celui de la société immobilière. Et certainement, quand ils administreraient pour leur propre compte, leur gestion sera différente, et ils parviendront à améliorer une situation qui ne cessera de s'aggraver tant qu'elle restera à la charge des actionnaires. »

Telle est la solution de M. Mirès. On dira peut-être que c'est encore le bout de corde qu'il tient toujours à la disposition de ses antagonistes, mais ici il ne manque pas, ce semble, de sens pratique. N'est-il pas à craindre, par exemple, que la liquidation ne soit imminente tant que les actionnaires ne seront pas désintéressés ? Et s'il y a une liquidation, ne peut-elle dégénérer en faillite ? Enfin, la faillite ne serait-elle pas plus désastreuse pour MM. Péreire dans le cas où les tribunaux persisteraient à admettre leur responsabilité, que la reprise des titres pour les faire valoir eux-mêmes avec la haute capacité dont ils ont fait montre quand il s'est agi de leurs propres affaires ?

J. PALLÉ.

## CHRONIQUE LOCALE

M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics vient de transmettre au conseil d'Etat le projet d'établissement d'un chemin de fer de Saint-Etienne à la limite du département du Rhône.

Ce projet a été voté dans la dernière session du conseil général de la Loire, présidé par M. de Persigny, dans le but de faire arriver à bas prix les produits du bassin houiller de la Loire jusqu'à la Méditerranée.

C'est la suite de la croisade annoncée par le journal semi-officiel le *Peuple*, contre la grande compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon à la Méditerranée. La croisade a débuté par la présentation et le vote du projet d'exécution du chemin de fer de Lyon à Montbrison. Cette entreprise se rattache à celle du chemin de fer de Saint-Etienne à la limite du département du Rhône.

M. de Persigny est délégué par le conseil général pour obtenir l'autorisation de commencer les études aux frais du département et pour arriver promptement à l'exécution de cette ligne. On ne demande aucun concours financier à l'Etat.

On annonce la publication d'un mémoire, adressé par M. de Persigny aux conseillers d'Etat. Ce mémoire est sur papier vélin satiné. Il est destiné qu'aux conseillers d'Etat de la section chargée de statuer.

Le projet a été distribué, avant les vacances de la Pentecôte, à la section des travaux publics pour la déclaration d'utilité publique. C'est, dit-on, M. Vernier qui est rapporteur.

Le temps n'a pas favorisé le jour de la Pentecôte. Le soleil n'a brillé qu'un instant dans l'après-midi, mais ses rayons ardents qui chauffaient une atmosphère chargée d'électricité n'ont pas tardé à être interceptés par d'épais nuages. La pluie est tombée pendant une partie de la soirée.

Le lundi, au contraire, le temps a été superbe, et les amateurs de villégiature se sont répandus en nombre considérable sur les bords de la Saône et du Rhône. La compagnie du *Gladiateur*, qui a l'excellente pensée d'organiser un service de bateaux entre Lyon, la Moine, Saint-Fons et Vernaison, a transporté une grande quantité d'excursionnistes pendant toute la journée. Rien de plus attrayant et de plus pittoresque que le vaste panorama qui s'offre aux regards sur toute la longueur du trajet.

On nous adresse la lettre suivante :  
Lyon, 17 mai 1869.

Monsieur le rédacteur, Vous avez pu lire dans la *Muscarade* de samedi les termes de ma candidature dans la 4<sup>e</sup> circonscription.

Voici une pièce qui coupe court à cette candidature de la dernière heure.

Mon journal ne paraissant qu'hebdomadairement, je vous serais reconnaissant si vous voulez bien la publier dans votre plus prochain numéro. En voici le texte exact :

« Le chef de la 1<sup>re</sup> division administrative certifie que M. Labaume, imprimeur à Lyon, s'est présenté à un bureau le samedi 13 mai, à une heure 20 minutes, pour déposer le serment prescrit par le sénatus-consulte du 17 février 1853, et qu'il lui a déclaré que le délai était expiré depuis le matin du même jour, à huit heures. »

« Lyon, 13 mai 1869. »

« Signé, WINDRIE. »

Le dépôt de mon serment est donc en retard de cinq heures 20 minutes, et devant cette impossibilité matérielle je me vois obligé de retirer ma candidature, — sous peine de poursuites correctionnelles, que l'on n'a pas coutume de me ménager.

Agrez l'expression de mes sentiments de confraternité.

E.-B. LABAUME.

Dans la soirée d'avant-hier, à huit heures et demie environ, un des bateaux de la compagnie des Mouches arrivait à l'embarcadere de Serin. Au moment d'aborder, une fausse manœuvre imprima une secousse au bateau, et le patron et le mécanicien furent lancés dans la Saône. Le patron, habile nageur, regagna la rive sain et sauf, mais le mécanicien ne reparut plus, et malgré les recherches les plus actives, on n'a pu le retrouver.

Avant-hier, à 9 heures du soir, un individu, passant sur le pont Morand, s'arrêta tout à coup, et, considérant le Rhône, s'écria : un, deux, trois, et se précipita dans le fleuve. Ce fut si rapidement fait, qu'aucun des passants, si nombreux sur ce pont, n'eut le temps d'intervenir. On fit immédiatement des recherches, mais elles n'aboutirent pas, et le mystère dura jusqu'à ce que, moins discrète que la tombe, l'eau ait rejeté le cadavre qu'elle a englouti.

Voici venir la saison des bains d'eau froide et déjà commencent les sinistres. Hier, à deux heures de l'après-midi, un enfant de 14 ans qui se baignait dans le Rhône, à l'île des Gravières, près du parc de la Tête-d'Or, s'est noyé, bien qu'entouré d'un grand nombre d'enfants de son âge et malgré la promptitude des secours que l'on s'est empressé de lui porter.

Les deux voleurs lyonnais dont nous avons annoncé le départ pour Genève, sont heureusement arrivés au but, gagnant, péniblement c'est vrai, mais enfin gagnant leur part. Hétons-nous de dire que le retour s'est bien effectué hier, mais pas d'oreilles de vélocipèdes. Les montures ont été mises dans un wagon de bagages du chemin de fer, et les cavaliers sont revenus dans un compartiment de première, dans la moutarde garniture les a aidés puissamment à oublier les fatigues d'un voyage que, cependant, ils se proposent de renouveler.

Nous recommandons la lettre suivante à l'attention de l'administration de la voirie :

Lyon, 17 mai 1869.

Monsieur le rédacteur,

Veillez avoir la bonté d'accueillir dans les colonnes de votre estimable journal, les justes réclamations que je suis chargé de vous transmettre au nom de tous les intéressés.

Les locataires de la maison Gubian, rue Tramas-

sac, n° 40, sont incommodés d'une manière tout à fait compromettante pour leur santé, par les émanations putrides et infectes qu'exhalent des amas d'os de sabots et de cornes d'animaux, dont il existe un immense entrepôt dans une partie du rez-de-chaussée et dans la cour de la maison qu'ils habitent ; l'odeur qui s'en dégage, est déjà insupportable et soulève le cœur dès le premier pas qu'on fait dans l'allée ; que sera-ce lorsque les grandes chaleurs seront arrivées ?

Il y a à peu près deux ans qu'il a été rédigé et adressé à M. le sénateur, une pétition pour demander qu'on supprimât une pareille cause d'insalubrité et qu'on se hâtât d'attendre qu'on fasse droit à leurs plaintes si légitimes.

Ils ne peuvent comprendre comment, sous une administration qui a reculé devant une dépense pour assainir la partie centrale de la ville, on puisse laisser tout à côté et dans un quartier très peuplé et peu aéré, un pareil foyer d'infection.

On dirait vraiment que cette pauvre rue Tramasac, autrefois une des plus importantes de la cité, est aujourd'hui déshéritée et tout à fait oubliée par nos édiles. Elle n'est pas encore dotée d'un égout. Les eaux ménagères s'écoulent et croupissent dans le ruisseau qui serpente au milieu de la voie publique, jusqu'à ce qu'une averse les enlève, et alors il est difficile aux piteux de franchir le torrent qui s'y forme sans se mouiller jusqu'aux chevilles. On y conserve encore précieusement, sans doute comme un aimable souvenir de nos guerres de religion et des exploits du baron des Adrets, un vieux reste de rempart qui fait tellement saillie sur la rue, que deux voitures ne peuvent s'y croiser. Et puis que de choses à désirer quant à la propreté et l'éclairage des cours et maisons, et quant à une plus large distribution des eaux.

On dit que nous sommes sous le règne de l'égalité ; mais cela n'y paraît guère, quand on voit prodigier les millions pour les embellissements souvent exagérés d'une partie de la ville, tandis que pour d'autres quartiers on ne fait rien, pas même ce que réclame impérieusement la santé, cet unique trésor de l'ouvrier.

Les locataires de la maison Gubian, rue Tramasac, 40.

Le quartier de la Part-Dieu ne manque pas de gaieté le dimanche soir, mais cette gaieté est parfois tempérée par des rixes dont les résultats atteignent souvent à un haut degré de violence. Ainsi, avant-hier, vers onze heures du soir, les ser



Mercredi 19

LE PROGRES

Ma

plusieurs des effets de toilette qu'elle avait placés dans sa malle et qu'elle croyait détruits par l'incendie. On saisit également sur la cheminée une clé, récemment fabriquée, et qui s'adaptait parfaitement à la serrure fermant la porte de la demoiselle.

La fille Petitjean était alors absente. A son retour, on la questionna sur la possession de ces divers objets, et, contrairement à ce qu'elle avait dit à la demoiselle Borge, elle déclara les tenir tous, même la clé, d'une femme de ses amis qui, arrivant, ajouta-t-elle, de Saint-Etienne, était repartie pour Marseille et dont il a été impossible de retrouver les traces.

L'accusée voyait souvent et familièrement la demoiselle Curry. La veille de l'incendie elle était venue faire plusieurs visites dans la journée et, à l'une de ces visites, au moment où son amie sortait de la chambre, la demoiselle Curry avait entendu le bruit d'une clé tombant sur le palier de l'escalier.

La fille Petitjean avait eu soin de s'informer également si son amie passerait chez elle la journée du lendemain, et, malgré sa réponse négative, elle a été obligée de reconnaître qu'elle était venue, le 8 février, dans la maison habitée par la demoiselle Curry, et qu'elle était montée jusqu'à sa chambre.

Il est donc certain qu'elle a soustrait la plupart des objets de toilette ou de lingerie enfermés dans les malles de cette dernière et allumé elle-même l'incendie qui devait causer sa destruction, mais pouvait causer aussi d'incalculables malheurs.

L'information a, d'ailleurs, relevé divers vols à la charge de l'accusée, et l'un d'eux, qui remonte au 3 août 1868, a été commis à l'aide d'une fausse clé.

A cette époque, la fille Petitjean habitait, à Lyon, rue Robert, 27, une chambre garnie, voisine du logement occupé par un peintre en bâtiments, le sieur Boissonnier.

Le 5 août 1868, le sieur Boissonnier sortit de chez lui, laissant sa montre suspendue près de sa cheminée, et ferma sa porte avec soin. Lorsqu'il rentra, la porte était encore exactement fermée, et la montre avait disparu.

Quelques jours après, il s'aperçut que la clé de Seraphine Petitjean ouvrait la porte de son appartement et ses soupçons se portèrent sur cette fille. Aucune plainte, cependant, n'avait été déposée. Ce vol était donc resté ignoré de la police, mais, dans le cours de l'instruction motivée par l'incendie de la rue de Vauban, on sut qu'une montre avait été confiée par l'accusée à un de ses amants.

Cette montre, dont la cuvette est ornée d'un dessin représentant une tête de femme, a été reconnue par le sieur Boissonnier, et la fille Petitjean n'a pu en expliquer la possession.

L'accusée a déjà été condamnée en 1864, et, depuis deux ans, se livre à la prostitution clandestine. Elle paraît avoir également commis plusieurs délits de vol qui seront soumis à l'appréciation du tribunal correctionnel.

Le jury a reconnu la fille Petitjean coupable, en admettant toutefois des circonstances atténuantes.

La cour a condamné Seraphine Petitjean à cinq années de travaux forcés.

Ministère public : M. Royé-Belliard, avocat général.

Défenseur : M. Minard.

## AVANTAGES OFFERTS

### AUX ABONNÉS

#### Et aux lecteurs du PROGRES.

Une convention des plus favorables à nos abonnés et à nos lecteurs vient de nous mettre à même de leur offrir, dans des conditions vraiment exceptionnelles, les ouvrages nouveaux des plus grands écrivains contemporains. On peut choisir parmi 2,000 ouvrages les livres les plus instructifs ou les plus amusants, signés des noms les plus connus, et on jouit de l'avantage de recevoir immédiatement les ouvrages choisis, de ne pas les acheter plus cher qu'au comptant, et enfin de n'acquitter le montant que par CINQ FRANCS par mois. — Les souscriptions sont reçues au bureau du Progrès, place de la Charité, 10. — Catalogues gratuits.

#### DEUXIÈME SOUSCRIPTION

En souscrivant à l'Histoire de la Révolution française, par Michelet, 6 vol. 30 fr.; aux Histoires de l'Exil, par Bancel, 3 vol., 15 fr.; à Paris, par Victor Hugo, 2 fr.; à la Politique radicale, par Jules Simon, 5 fr.; aux Œuvres complètes de L. Ulbach, 16 vol., 48 fr.; le tout formant 27 beaux vol. pour 100 fr., on reçoit en PRIME GRATUITE : l'Homme qui rit, par Victor Hugo, 4 magnifiques volumes valant 40 fr. On reçoit immédiatement les 27 volumes ci-dessus et la prime gratuite de l'Homme qui rit. La somme de CENT francs se paie en quatre fois : un quart fin juin, un quart fin septembre, un quart fin décembre 1869 et le dernier quart le 31 mars 1870. Il suffit d'envoyer son adhésion au souscription au bureau du Progrès.

#### TROISIÈME SOUSCRIPTION

En prenant un abonnement d'un an aux 3 publications suivantes : Le Figaro, un an 64 fr.; la Saison, un an 8 fr.; le Magasin pittoresque, un an 7 fr. 50, formant ensemble un abonnement franco de port de 79 fr. 50 c., on reçoit en PRIME GRATUITE : 1° La Femme qui pleure, par Tinoche Trimm (œuvre complètement inédite); 2° les Œuvres complètes de Frédéric Soulié en 54 volumes (un volume par semaine). 54 volumes, c'est-à-dire toute une bibliothèque. Les souscripteurs paieront 9 fr. 50 c. en recevant la Femme qui pleure et les cinq premiers volumes parus des Œuvres de Soulié; 35 fr. fin juillet et 35 fr. fin novembre 1869. Il suffit d'envoyer la souscription au bureau du Progrès. Indiquer à quelles dates on veut commencer les 3 abonnements et s'ils doivent être servis à une ou plusieurs personnes. Ceux des souscripteurs déjà abonnés à l'une de ces publications peuvent faire dater leur abonnement du jour de l'expiration de l'abonnement actuel.

#### ACTES OFFICIELS

Le Journal officiel du 17 n'a pas paru à cause de la solennité de la Pentecôte.

#### CORRESPONDANCES DE PARIS

Paris, le 17 mai 1869.

Hier, à Passy, il y a eu réunion des électeurs de la deuxième circonscription. L'assemblée était fort nombreuse. M. Rigault présidait. On avait choisi la salle du théâtre Rossini, qui contient de quinze cents à deux mille personnes. La salle et la scène étaient remplies. Un citoyen a ouvert la séance en demandant que la candidature Devincq était sans danger pour la démocratie et que les démocrates pouvaient affirmer (en votant pour M. d'Alton-Shée et contre M. Thiers).

M. Henri Martin, l'historien, est venu répondre à ce citoyen. Il a dit qu'il serait fort à regretter qu'on ne laissât aller à dédaigner les efforts des amis de Devincq. La deuxième circonscription a été désignée de manière à embrasser la gendarmerie et la préfecture.

De là un bon nombre de voix soumise au gouvernement et acquiesces à M. Devincq. Quant à la candidature Thiers, il faut qu'il soit bien convenu que s'il y a deux tours de scrutin, les démocrates voteront pour celui des deux opposants qui aura eu le plus de voix. Ce serait, ajoute M. Henri Martin, une politique malheureuse que cette politique d'exclusion qui tendrait à priver l'opposition du concours d'un orateur aussi puissant. Ne nous laissons point aller à ces récriminations sans fin. L'adversaire, c'est le gouvernement personnel. Or, M. Thiers s'oppose avec vigueur au gouvernement personnel. Donc, les démocrates pensent et doivent voter, au second tour de scrutin, pour M. Thiers. La seule condition, c'est que les amis de ce dernier candidat s'engagent à voter pour M. d'Alton-Shée au second tour, si leur candidat préféré a eu moins de voix au premier tour.

Ce discours a obtenu un grand succès. La grande majorité de l'assemblée s'est prononcée dans ce sens. Voyant cet état de l'opinion, M. d'Alton-Shée a déclaré qu'il engageait ses amis à voter pour M. Thiers au second tour de scrutin, si celui-ci avait eu le plus grand nombre des votes libéraux au premier.

Les réunions se continuent en dépit du déploiement de forces militaires. On se réunit en grand nombre, mais avec calme.

Vous avez vu les poursuites dirigées contre notre ami Arthur Arnould, du Rappel. Le délit reproché est le délit de fausses nouvelles. Or, il s'agit de faits affirmés par des milliers de témoins. Je me garderai de revenir sur ces faits, dans la crainte des conséquences.

Ces conséquences, on le sait, sont sérieuses. Le Rappel s'est vu saisi deux jours de suite.

Une publication qui ne sera pas exposée à ce mauvais traitement, c'est l'Empereur, brochure officielle imprimée chez Plon et en vente chez Dentu. On y trouve des phrases comme celle-ci : « Le prince prétendant fut poussé avec une foi inébranlable dans l'étoile de sa race ! »

Autre spécimen : « S'il est le cousin des rois, il est aussi l'ami des peuples ! »

« Enfin, quand il parle au prince son fils, il a la voix maternelle. »

Vous voudrez savoir l'auteur de ces belles choses ; je sais de bonne source que cet écrivain ingénieux n'est autre que M. Norbert Billard, ancien secrétaire de M. Billaut, aujourd'hui rédacteur en chef du Journal officiel de l'empire français.

C'est aujourd'hui le dernier jour des réunions électorales. Il est impossible de prédire exactement les chances des divers candidats. Cependant, si l'on fait la part du bruit et des exagérations, on arrive à ce résultat que fort probablement la grande majorité des électeurs se rabattra sur la liste de 1863.

Le succès incroyable de l'emprunt municipal nous montre assez combien la masse du public est indifférente aux attaques dont les opérations si irrégulières de l'administration ont été l'objet. Je crains bien que le vote de dimanche ne nous en fournisse une preuve nouvelle.

Paris, 17 mai 1869.

Vous avez vu tous les journaux du gouvernement à Paris patronner la candidature de M. Ollivier ; à ces journaux il faut ajouter aujourd'hui le Dix Décembre, feuille vouée à la défense des principes de l'ancienne société du Dix Décembre, et qui, en tête de la liste de ses candidats, vient d'inscrire M. Emile Ollivier, en compagnie de MM. Devincq, Levy, Lachaud et Bouley. La lumière est-elle assez faite ?

Quatre nouveaux candidats sollicitent les suffrages des électeurs de la Seine.

M. Frédéric Terme, rédacteur du Peuple, se porte dans la 1<sup>re</sup> circonscription.

Dans la 6<sup>e</sup> circonscription, se présentent : M. Eugène Chatelain, candidat démocrate-radical ; le docteur Delasauve, candidat radical, médecin et organisateur, et M. P. Marchand.

Les nombreuses réunions électorales qui ont eu lieu hier dimanche, soit dans la journée, soit dans la soirée, n'ont occasionné aucune agitation.

De grandes mesures de précautions ont, d'ailleurs, été prises hier pour maintenir la tranquillité. Ainsi, à la Sorbonne, à Belleville, à la Villette, à la Chapelle, où avaient lieu des réunions de jour, on avait envoyé des détachements de la garde de Paris, dont le passage, au son du tambour, ne manquait pas de soulever partout une certaine appréhension. Heureusement, — et nous ne saurions trop nous en réjouir, — ce déploiement de forces militaires n'a été d'aucune utilité.

La soirée, également, a été fort calme. La pluie, qui a commencé à tomber vers neuf heures, a chassé en quelques instants le public de la rue et des boulevards, bien mieux, certes, qu'il n'aurait pu le faire une charge de cavalerie.

Je vous ai dit hier que M. Ch. Delescluze, rédacteur en chef du Réveil, qui se trouvait dans la maison de santé du docteur Duval, avait été réintégré vendredi soir, par ordre, à la prison de Saint-Pélagie.

Au bout de deux mois de soins, sa santé commençait à se rétablir. Vendredi, un médecin fut envoyé par la préfecture de police, et le lendemain, deux agents vinrent saisir M. Delescluze et l'emmenèrent à Saint-Pélagie, où il fut écroué le vendredi soir à sept heures.

Dès le samedi, quelques amis de M. Delescluze se présentèrent pour visiter le prisonnier ; défense de communiquer avec lui ; sa mère elle-même dut se retirer sans le voir.

Le même jour, la même mesure fut appliquée à tous les détenus politiques sans exception.

A l'heure qu'il est, le Réveil n'a encore aucune nouvelle directe de son rédacteur en chef et il ignore à quel régime il est soumis à Saint-Pélagie.

Il ne peut communiquer avec personne.

Ses lettres sont ouvertes au greffe.

Les effets qu'on lui envoie sont visités.

Un usage s'était établi de faire une différence dans le traitement des détenus ordinaires et celui des détenus politiques : l'administration en fait encore une aujourd'hui ; mais elle est au détriment des détenus politiques.

Dans son audience du 14 mai, la 8<sup>e</sup> chambre a condamné M. Buffet dit Mastag à un mois de prison et 100 fr. d'amende pour avoir tenu une réunion publique sans déclaration préalable.

A la même audience, M. A. Verrière a été condamné à quinze jours de prison et 100 fr. d'amende pour avoir signé la déclaration qui a précédé la réunion tenue le 12 avril 1869, place Mazas, 2, alors qu'il ne jouissait plus de ses droits civils et politiques par suite de condamnations prononcées contre lui par la cour impériale de Paris les 9 octobre 1867 et 13 février 1868.

M. Léon Bachelier, employé du gaz, a été renvoyé devant le tribunal de police correctionnelle comme prévenu d'ovoir, le 23 mars 1869, à Paris : 1° par des discours proférés dans des lieux ou réunions publiques, provoqué à commettre un ou plusieurs crimes, sans que ladite provocation ait été suivie d'effet ; 2° outrage, soit par paroles tendant

à insultier son honneur ou sa délicatesse, soit par gestes ou menaces, un magistrat de l'ordre administratif, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. M. Bachelier a été condamné à six mois de prison et 100 francs d'amende.

MM. Peyroulout, Caulet, Rigault et Lepelletier, détenus politiques, cités devant le tribunal correctionnel pour scènes de rébellion à la prison de Saint-Pélagie, ont été condamnés, le premier à 16 fr. d'amende, les trois autres à 50 fr. de la même peine.

Un incident dans la sixième circonscription, gymnase de la Sorbonne.

M. André Rousselle, porteur d'une lettre signée par plusieurs électeurs, est venu demander à M. Jules Ferry s'il s'engageait à soutenir tous les articles contenus dans le cahier des électeurs de Gambetta.

M. Jules Ferry a répondu affirmativement, tout en faisant observer que ces mêmes articles étaient contenus en germe dans sa profession de foi.

L'empereur, accompagné d'un aide de camp et d'un officier d'ordonnance, s'est promené hier en voiture découverte autour des boulevards extérieurs.

S. M. fait de fréquentes promenades dans divers quartiers de Paris depuis le commencement des réunions électorales.

Le prince Napoléon est attendu à Paris aujourd'hui ou demain, de retour de son excursion dans l'Adriatique.

Pour résumé : GAY.

#### SERVICE TÉLÉGRAPHIQUE DU PROGRES

(DÉPÊCHES DU MATIN)

France.

Valence, 18 mai, 7 h. du matin. — A une lettre adressée par M. Charles Noël à M. Bancel hier soir, l'honorable candidat a répondu ce matin par la dépêche suivante :

« Causée par une extrême fatigue, mon indisposition s'améliore. »

« BANCEL. »

Espagne.

Madrid, 18 mai. — Silvela, répondant au nom de la commission au républicain Serrallana, déclare que la république amènerait de graves complications intérieures et extérieures. Il adjure les républicains de continuer à siéger aux cortès après le vote de la monarchie, s'ils ne veulent pas amener la guerre civile.

Olozaga et autres félicitent l'orateur.

Une partie de l'union libérale continue de s'opposer vivement à l'idée d'une régence.

Orient.

Bucharest, 16 mai. — Le parti radical a été complètement battu aux élections communales qui viennent d'avoir lieu. A Bucharest et dans toutes les autres villes, à l'exception de Ploutschi, le parti du gouvernement a triomphé.

Amérique.

Washington, 15 mai. — L'amiral Roff, agent des Etats-Unis à Cuba, mande que l'insurrection est sans force et en décroissance. Le gouvernement américain a ordonné aux fonctionnaires de la douane d'appliquer rigoureusement les lois de neutralité et d'empêcher toute expédition de quitter la côte américaine.

Lisbonne, 16 mai. — Le vapeur français vient d'arriver de Rio-de-Janeiro. L'armée alliée s'était mise en marche, le 5 avril, pour Asama, où se trouve Lopez avec environ 6,000 hommes. On croit que le ministre américain Mac-Mahon est retenu de force par Lopez.

Lisbonne, 16 mai (source paraguayenne). — Les avis du Paraguay, apportés par le paquebot parti de Rio Janeiro le 25 avril, disent que les forces alliées s'étaient mises en marche pour attaquer les Paraguayens dans leurs positions des Cordillères, où le maréchal Lopez les attendait avec 15 mille hommes et 50 pièces d'artillerie. On croyait généralement que les alliés ne s'avanceraient pas bien loin dans l'intérieur du pays.

Pour copie conforme : JACQUES GAY.

#### BULLETIN FINANCIER

LYON. — Mardi 18 mai 1869.

Les manifestations populaires à propos des élections ont un résultat que peu de gens ont prévu : Les valeurs de spéculation sont en reprise accentuée...

On cote le 3 0/0 72 15.

L'italien fait 57 45.

Les Autrichiens sont à 734 37 1/2.

Les actions du Suez sont à 543 75.

On cote le Gaz de la Guillotière 1,973.

A la liquidation de quinzaine, les départs ont disparu et le comptant est généralement moins cher que le terme.

J. PALLE.

#### COURS DE LA BOURSE DE PARIS

AU COMPTANT	COURS DE CLOTURE	HAUSSE	BAISSE
3 0/0	72 10	»	»
4 1/2 0/0	101 75	»	»

Précédente	VALEURS	Précédente	Précédente
»	3 0/0 français	»	»
»	5 0/0 italien	»	»
»	Emprunt mexicain	»	»
»	6 0/0 Etats-Unis	»	»
»	Crédit mobilier	»	»
»	Société générale	»	»
»	Comptoir	»	»
»	Mobilier espagnol	»	»
»	Orléans estampillées	»	»
»	Nord	»	»
»	Paris-Lyon	»	»
»	Société autrichienne	»	»
»	Lombard-Vénitien	»	»
»	Suez	»	»
»	Canal de Suez	»	»

PARIS. — Lundi 17 mai

Deux heures. — La liquidation des valeurs passe à peu près inaperçue ; toute l'attention de la bourse est concentrée sur le marché de la Rente.

L'italien se liquide avec quelques centimes de hausse ; le report cote 12 centimes au plus haut, puis 10 centimes. La spéculation croit à la hausse ; mais elle hésite à acheter des primes, dans la crainte que la hausse ne se fasse avec trop de lenteur.

La Rente s'élève à 72 20. Elle varie ensuite de ce cours à 72 15. Il y a eu un grand nombre d'achats de primes qui sont à liquider aujourd'hui. En regard à ces ventes, la Rente montre une grande fermeté.

Le Foncier est toujours très ferme ; il cote 1,642 et ne rétrograde pas au-dessous de 1,630 sous l'influence des réalisations amenées par les hauts cours. Il se fait de nombreux échanges de primes.

Les autres valeurs n'ont que des variations insignifiantes et peu d'affaires.

Il y a un nombre inusité de demandes sur les actions des chemins de fer Romains, qui se traitent de 56 à 63. L'emprunt russe 1869 est coté à 325. Les obligations nouvelles de la Ville se tiennent de 371 à 372. La Rente a coté 71 90 ; au comptant, c'est toujours par conséquent la spéculation que la hausse se fait. Les obligations de 6 0/0 de 1,000 francs du Transcontinental, se traitent de 862 à 865. Les obligations 5 0/0 du Foncier suisse se cotent de 435 à 437 50.

Cours de compensation : Comptoir d'escompte, 695 ; Mobilier, 255 ; Société générale, 465 ; Banque des Pays-Bas, 567 50 ; Foncier autrichien, 580 ; Mobilier espagnol, 515 ; Etats-Unis, 91 1/2 ; Italien, 57 30 ; Obligations des tabacs, 433 75 ; Turc, 43. Autrichiens, 732 50 ; Lombards, 470 ; Gaz, 1480 ; Immobilière, 105 ; Transatlantiques, 350 ; Suez, 535 ; Magasins généraux, 555. — A. Gagne.

36, rue et place Impériale, 38.

## Aux Deux Passages

MAGASINS DE NOUVEAUTÉS

Châles, Soierie, Lingerie, Fantaisie, etc.

HENRY PERROT

Successeur de MADIOT et PERROT

## ASSORTIMENTS CONSIDÉRABLES

ET SANS CESSE RENOUVELÉS

## BON MARCHÉ EXTRAORDINAIRE

Tous les articles sont marqués en chiffres connus pour être vendus à véritable prix fixe et avec la plus scrupuleuse loyauté.

## AUX DEUX PASSAGES

36, rue et place Impériale, 38,

A côté du passage de l'Argue

LYON

## CHEMINS DE FER AUTRICHIENS

Les actionnaires qui veulent 60 FRANCS DE DIVIDENDE par action, sont priés de remettre immédiatement leurs procurations pour l'assemblée du 3 juin à M. le directeur de l'Epargne (journal financier, 92, rue de l'Impératrice).

Régénération et conservation de la vue sans opération ni remède, par le nouveau système des verres gradués de l'ouliste FISCHER, successeur de M. Fischer reçoit tous les jours de 11 h. à 4 h. place Bellecour, 26, près la rue de Bourbon. NOTA. Ces verres conviennent à toutes les vues.

POUDRE TACHET, la meilleure pour la destruction des insectes, place des Cordeliers, n° 6, à Lyon, au 2<sup>e</sup> étage, et dans les principales maisons d'épicerie.

## ORFÈVRE

ARGENTÉE SUR MÉTAL BLANC

PAR LES PROCÉDÉS NOUVEAUX

FERRAND

63, rue Impériale, 63.

AGRANDISSEMENT DES MAGASINS

Métal blanc inoxydable

Spécialité de modèles de la maison Ferrand.

TARIF

Couvert argenté sur métal blanc. . . . . 31 75

Cuillères à potage id. . . . . 10 »

Cuillères à café id. la douz. 12 »

Tous ces articles portent le poinçon indiquant la quantité d'argent déposé et sont garantis sur facture.

Grand choix d'articles extra-riches

Doreur, réargenterie et réparations.

## CHEMIN DE FER INTEROCCÉANIQUE

RELIAIT L'ATLANTIQUE AU PACIFIQUE

## EMPRUNT HYPOTHÉCAIRE

DU

## GOUVERNEMENT DE HONDURAS

(Amérique centrale)

SOUSCRIPTION

à 207,509 obligations

De trois cents francs chacune

PRIX DES OBLIGATIONS

225 francs, payables comme suit :

25 francs en souscrivant ;

50 — à la répartition ;

50 — le 1<sup>er</sup> juin ;

50 — le 1<sup>er</sup> juillet ;

50 — le 1<sup>er</sup> août ;

avec faculté d'anticiper un ou plusieurs termes, sous bonification d'un escompte calculé sur le pied de 6 0/0 l'an.

## PRODUITS — REMBOURSEMENT

ACTIONS DE JOUISSANCE



1869. Les recettes des seize premières semaines sur les deux réseaux, présentent une augmentation de plus de 8 millions.

Les dépenses de l'exploitation s'élevaient en 1868 à 47 millions. La proportion des frais d'exploitation aux recettes brutes, qui était de 41 0/0 en 1867, est descendue en 1868 à 38 0/0.

Les produits nets, déduction faite du montant des frais généraux imputables à l'exploitation, et en y comprenant les garanties dues au réseau italien, ainsi que le solde créditeur des comptes : « Produits de l'emploi des fonds, exercices clos, etc. » atteignent en chiffres ronds, 77 millions.

En déduisant de cette somme le montant des charges, qui, après déduction faite des intérêts des fonds engagés dans les lignes en construction, s'élève en chiffres ronds à 50 millions, il reste 27 millions, d'où, en retirant environ 2 millions, tant pour la mise en état du réseau piémontais que pour la réserve ordinaire et statutaire, il reste net une somme de près de 23 millions à distribuer aux actionnaires, à raison de 33 fr. par action.

Le rapport fait remarquer qu'il aurait été possible d'élever ce chiffre en recourant à la réserve extraordinaire acquise aux actionnaires; mais le conseil renouvelle à cet égard les considérations qu'il a déjà présentées dans les comptes rendus précédents; et qui commandent une grande circonspection dans la distribution des bénéfices, jusqu'au moment où le cours du change se sera amélioré. Il propose donc de maintenir intacte la réserve extraordinaire, qui s'élevait, au 31 décembre 1867, à la somme de 11,269,424 fr., et d'y ajouter le reliquat des 27,614 fr. 25, qui excèdent le dividende de 33 francs.

Le rapport soumet ensuite à l'assemblée extraordinaire l'ensemble des négociations poursuivies avec le gouvernement italien.

Les questions sur lesquelles, dans l'origine, portaient ces négociations sont toutes aujourd'hui résolues, et les résultats acquis à la compagnie peuvent se résumer comme il suit :

1° Application à la totalité du réseau italien du terme de la concession fixé pour le réseau autrichien.

2° Adoption d'un régime uniforme pour les garanties de la Lombardie et de l'Italie centrale, ces garanties étant fixées, pour les deux réseaux, à 5 2/10 0/0 du capital engagé ;

3° Règlement des difficultés concernant le mode d'application de la garantie du réseau du Piémont à différentes lignes exploitées pour le compte de tiers ;

4° Amélioration des conditions imposées à la Compagnie pour l'exploitation de la ligne de Vigevano à Milan ;

5° Affranchissement, pour la totalité du réseau italien, de toute augmentation d'impôt direct ou indirect, jusqu'au moment où la Compagnie aura remboursé à l'Etat l'intégralité des sommes qu'elle aura perçues sur les garanties ; le remboursement de ces garanties est lui-même subordonné à un rendement de 44,000 fr. par kilomètre.

Les dernières négociations engagées avec le gouvernement avaient pour objet deux lignes d'une grande importance pour la Compagnie, en raison de la double entrée qu'elles lui ouvraient sur le territoire français. Ce sont : 1° la ligne de Bussoleno à Bardonnèche (40 kilomètres) destinée à relier le réseau au tunnel du mont Cenis ; 2° la ligne de Florence à la Spezia et à Nice, par Pistoja, Lucques, Pise, Massa et Gênes (428 kilomètres), rattachée au gouvernement par les chemins de fer romains, et qu'il était d'un intérêt évident pour la compagnie de comprendre dans son réseau.

Les négociations, de ce côté, ont encore favorablement abouti, et voici les points principaux de la convention intervenue.

Le gouvernement concède à la Compagnie la ligne de Bussoleno à Bardonnèche, en lui allouant une subvention de 12 millions, payable en trois échelons, de 1870 à 1872, et il lui garantit un produit brut annuel de 2 millions (ce qui portera à 30 millions le chiffre des produits bruts garantis pour le réseau du Piémont). La dépense à la charge de la Compagnie peut être évaluée à 10 millions, à répartir entre 1869, 1870 et 1871.

En ce qui concerne la ligne de Florence à la Spezia et à Nice, le gouvernement se charge de son achèvement, et il la cède à bail à la Compagnie, pour toute la durée de la concession des chemins romains, à des conditions dont nous résumons les clauses principales :

La Compagnie avancera au gouvernement : 1° une somme de 45 millions qui, d'après les termes du traité, devrait se répartir sur quatre années, mais qui, en fait, se répartira sur huit, par suite d'arrangements intervenus avec les établissements de crédits, créanciers des Chemins romains ; 2° une somme de 18 millions pour l'acquisition du matériel roulant ainsi que pour les travaux de mise en état de diverses sections de la ligne.

Par contre, la Compagnie percevra sur les produits de la ligne : 1° les frais d'entretien et d'exploitation ; 2° l'intérêt à 8 0/0 et l'amortissement du capital employé pour le matériel roulant et pour l'exécution des travaux de mise en état de la ligne de Florence à Massa. Ces prélèvements opérés, l'excédant constituera le bénéfice net, qui appartiendra pour 1/10 à la Compagnie, et pour 9/10 au gouvernement. La part du gouvernement dans les produits nets sera affectée au service des intérêts à 8 0/0 et

au remboursement de la somme de 45 millions avancés par la Compagnie.

Il est dit ensuite quelques mots d'une négociation engagée avec le gouvernement turc, au sujet de chemins de fer qu'il se propose de construire sur son territoire. Ces chemins partant de Constantinople, se dirigeraient par Andrinople sur la Bosnie qu'ils traverseraient, et viendraient se souder au réseau du sud de l'Autriche, sur la frontière de la Save, près de Sissek. La Compagnie s'est montrée disposée à en prendre l'exploitation, au fur et à mesure de l'achèvement de la ligne, mais sous la condition qu'elle n'aurait, si cela lui convenait, aucun capital à engager dans l'entreprise, même pour les fournitures du matériel d'exploitation.

Après ces diverses communications, le rapport, jetant un coup d'œil sur le passé, rappelle, sous forme de conclusion, les attaques violentes dont la compagnie a été l'objet, de la part de ses détracteurs, ainsi que les circonstances difficiles qu'elle a eu à traverser, telles que : guerres, crises financières et commerciales, disettes, choléra, inondations, etc., etc. Aujourd'hui, après et malgré tant de péripéties, la situation de la compagnie est des plus satisfaisantes; son crédit s'est raffermi; le cours de ses valeurs s'est amélioré; et les recettes ne cessent de progresser, la plus grande partie du capital nécessaire est réalisée; et les placements quotidiens d'obligations suffisent pour assurer la réalisation du reste. L'avenir du réseau ne peut donc plus être douteux pour personne; si la convention avec le gouvernement italien est approuvée, ce réseau pénétrera en France par deux points, et s'étendra, sans interruption, jusqu'à Munich, Vienne, Pesth et jusqu'à la frontière de la Turquie; il est, en outre, très probable que la ligne de Constantinople sera comprise dans l'exploitation de la compagnie.

Dans de telles conditions d'étendue et d'importance, l'entreprise des chemins de fer du sud de l'Autriche et de la Haute-Italie ne peut manquer de prendre un développement qui ne surprendra pas moins ses amis que ses ennemis.

Après un hommage de justes regrets, rendu à la mémoire de M. le baron James de Rothschild et de M. Paleocapa, et par lequel se termine le rapport, il a été donné lecture du procès-verbal officiel où se trouve mentionnée l'approbation des comptes de l'exercice 1867, par la commission chargée de leur révision.

On sait déjà que toutes les propositions du conseil ont été votées à l'unanimité.

**ROTONDE** Tous les dimanches, lundis et jeudis, **solrée dansante**, de 6 heures à 11 heures.

**BULLETIN DES HALLES DU 17 MAI 1869**

**Vente en gros**

Pommes de terre, les 100 kil. . . . . 8 50  
Pommes récentes, les 100 kil. . . . . 12 50  
Huîtres, la douzaine . . . . . 1 50  
Pommes de terre nouvelles, rondes, les 100 kil. . . . . 5 50

**Fruits et légumes.**

Champignons, le kil. . . . . 2 50  
Truffes noires du Périgord, le kil. . . . . 24 50  
Raisins de table de choix, le kil. . . . . 7 50  
Artichauts, la douzaine . . . . . 1 50  
Choux-fleurs, beaux, la douzaine . . . . . 1 50  
Asperges, la botte . . . . . 1 50  
Petits pois en cosse, le kil. . . . . 1 50  
Pommes de terre nouvelles, dites *reates*, le kil. . . . . 8 50  
Grenades, la pièce . . . . . 4 50  
Fraises, le pot . . . . . 2 50  
Cerises, le kil. . . . . 2 50

**Volailles.**

Dindes, la pièce . . . . . 10 50  
Oies fines, la pièce . . . . . 3 50  
Canards communs, la pièce . . . . . 4 50  
Poulets fins, la pièce . . . . . 4 25  
Volailles grasses, la pièce . . . . . 5 50  
Poulets de ferme, la pièce . . . . . 3 50  
Canauds, la pièce . . . . . 3 50  
Chapons fins, la pièce . . . . . 11 50

**FALLOUS PERES**

4 Organsins . . . . . 121  
5 Trames . . . . . 358  
20 Grèges . . . . . 1,480  
Diverses . . . . . 1,482

Dernier No placé des soies et bobines du mois, 1932.  
Dernier No des laines — De No des balles pesées 1571.

**CONDITION PUBLIQUE DES SOIES D'AUBERNAIS.**  
Bulletin du 17 mai 1869.

Opération de décreusage, 10.  
Dernier N° placé, 206. — Total du 1<sup>er</sup> au 17 : 18,94

**SPECTACLES DE LYON**

**THÉÂTRE DES CÉLESTINS.** — Aujourd'hui 18 mai — 7 h. 3.  
Représentations de M. Coquelin, sociétaire de la Comédie française.

Quatre heures de prison, v. 1. a. — Henri Avocat.  
Gringoire, com. 1. a.

Les Précautions ridicules, com. 1. a. — Molière.  
La revanche d'Iris, com. 1. a. — Paul Ferrier.  
Poésies diverses recueillies par M. Coquelin.

Mercrèdi 19, représentation d'Adieu de M. Coquelin.

Jeudi 20, 1<sup>re</sup> représentation de M<sup>me</sup> Ugalde, avec le concours de M. Garnier.

La Pêcherie, op.-b., 2. a. — Offenbach.  
Avis. — M<sup>me</sup> Ugalde ne pourra que six représentations, dont 3 de la Pêcherie et 3 de la Grande duchesse de Gérolstein.

**Etude de M<sup>e</sup> BONNET, avoué à Saint-Marcellin (Isère).**

**Vente aux enchères publiques**

Après balise de mise à prix

devant M<sup>e</sup> BELLIER, notaire à l'Albenc, en son étude, le dimanche 6 juin 1869, à dix heures du matin,

**DE DEUX MOULINS A BLÉ, GRUOIR**

**Pressoir à huile, Battureux à blé** et emplacement ayant servi à une fabrique d'effilage de laine, pouvant être utilisé pour toute autre industrie, **Scieries à bois**, le tout mis en mouvement par une source abondante, qui prend naissance à cent mètres des artères et dont le volume est à peu près triple du même; **Bâtimens d'habitation** et dépendances, prairie contenant 74 ares, et pré-bâche contenant 50 ares.

Tous lesquels immeubles sont situés sur la commune de l'Albenc, canton de Vinay, arrondissement de St-Marcellin, à proximité de la gare du chemin de fer de Grenoble à l'Albenc et dépendent de la succession d'André Chevallier, qui était propriétaire et possesseur à l'Albenc.

La nouvelle mise à prix a été baissée à **15,000 fr.**

La première était de 25,000 fr.

Pour renseignements, s'adresser à M<sup>e</sup> Bellier, notaire, dépositaire du cahier des charges ou à M<sup>e</sup> Alexandre-Louis Bonnet, avoué à St-Marcellin, poursuivant la vente.

Signé, BONNET, avoué.

**ŒUVRES DE A. FRANCON**

Candidat au corps législatif dans le département du Rhône.

**Histoire critique de Napoléon-le-Grand**, avec des raisons sur les causes de sa grandeur et de sa décadence.

**Examen philosophique des causes de la grandeur et de la décadence de Napoléon**, des Romains.

**Histoire des causes de la grandeur et de la décadence des colonies**, depuis Noé jusqu'à nos jours.

**Histoire des progrès et de la décadence du christianisme.**

**Histoire du choléra — Du drainage** — Réfutation des erreurs préchées par le père Ventura à Sa Majesté Napoléon III.

**L'Histoire critique des législations de tous les peuples**, depuis Noé jusqu'à nos jours, sortira bientôt de la presse.

Les œuvres de A. FRANCON se trouvent chez les libraires de Clermont-Ferrand, de Lyon, de Vichy et de Paris.

**Vente aux enchères publiques**

Mercrèdi 19 courant, à 2 heures de l'après-midi, et jours suivants, s'il y a lieu,

**RUE IMPERIALE, 52, entrée par la rue des Archers,**

**D'UNE COLLECTION D'OBJETS D'ART ET DE CURIOSITÉ**

provenant du cabinet de M. le comte de \*\*, consistant en :

Tableaux anciens de différents maîtres.

Listes, groupes, vases, statuettes porcelaine, sujets Louis XV, Louis XVI.

Un très-riche surtout de table avec ses candélabres en bronze doré (objet unique).

Porcelaine de Sèvres, de Saxe et du Japon.

Garanties par chemises de soie, bijoux, objets d'art, etc.

Collection d'armes anciennes (remarquables).

Pendule et vases en porcelaine (pâte tendre).

Vitrom et statuettes en ivoire.

Faïences française et italienne et divers objets de curiosité.

La MARDI 18 courant, de 10 h. du matin à 5 h. du soir.

**EXPOSITION** le MERCREDI, jusqu'au moment de la vente.

5 pour cent en sus du prix d'adjudication.

**MALADIES**

Pharmacie de PH. QUET, rue de la Préfecture, 5, à Lyon

**35 ANNÉES D'EXPÉRIENCE**

Maison de confiance pour la bonne préparation des remèdes employés pour la guérison des maladies chroniques, syphilis, ulcères, gonorrhées, dartres, douleurs, goutte, rhumatismes, affaiblissement des organes et toutes les affections provenant de l'acreté du sang et des humeurs.

S'adresser à Lyon, à la pharmacie Ph. QUET, rue de la Préfecture, 5.

**LE MEILLEUR FERRUGINEUX**

Ce sont les Pastilles de Schœdelin, au phosphate de fer, pour combattre l'appauvrissement du sang, les *palles couleurs*, les maux, crampes d'estomac, etc.; elles remplacent avec le plus grand succès l'huile de foie de morue, si désagréable au goût, et conviennent aux personnes délicates. Chez Schœdelin, pharmacien, 28, rue des Lombards, Paris. Prix à la boîte, 1 fr. 50.

Dépôts à Lyon, chez MM. Lantion, drog.; Clavolier, drog.; Charblan, droguiste; la Pharmacie centrale; Faivre, pharm.; Fayolle frères.

**A VENDRE OU A LOUER**

Aux Hironnelles,

**JOLIE PROPRIÉTÉ**

2 maisons de 8 et 3 pièces, caves, four et dépendances, clos de 14 ares, arbres, fruitiers nombreux, beaux ombrages, belle vue, eau abondante. Prix : 18,000 fr.

S'adresser rue du Griffon, 13, au concierge.

**GUÉRISON ÉCOULEMENTS**

ANCIENS

RECENTS

par les

**DEPOSES CHUQUON**

2, rue Puitsier, dans les Pharmacies.

Autres dépôts : à Lyon, pharmacies Lardet, place de l'Impératrice; — Decours, R. Bourbon; — Faivre, place des Terreaux, 9; — Fayolle, R. Saint-Côme; — pharmacie centrale, r. de la Lanterne.

**Maladies Contagieuses et de la Peau**

**AIGUES OÙ LES PLUS REBELLES**

ont le traitement aurait été infructueux

**Guéris RADICALEMENT par le ROB-SAVARESI PERFECTIONNÉ**

Dépuratoire-tonique, Régénérateur du sang et des humeurs

Entièrement végétal, il rend le sang et les humeurs purs.

Expéditions par correspondance.

S'adresser à M. TOUSSAINT, chimiste, pharmacien de 1<sup>re</sup> classe, Rue Pizay, 12, au premier étage, près l'hôtel de ville, à Lyon.

— Allée de l'Église, Rue de l'Église, 9.

**VELOCIPEDES**

PERFECTIONNÉS

par

**A. FAVRE**

Breveté s. g. d. g.

**A VOIRON (Isère).**

Quai des Célestins, 11, Lyon

**COFFIN**

Opticien fabricant

**OPTIQUE — SPÉCIALITÉ**

20 années de pratique le mettent à même de choisir de suite le genre de lunettes qui convient à la conformation du système visuel.

**MALADIES SECRÈTES**

et de la peau.

Guérison prompte, radicale et peu coûteuse. — Consultations de 10 à 3 heures, et de 6 à 9 h. — Rue de l'Impératrice, 33, au 2<sup>e</sup>.

Consultations gratuites les dimanches, de 10 h. à midi.

**COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE**

**SERVICES RÉGULIERS DE BATEAUX A VAPEUR SUR L'ALGÉRIE**

**SERVICE DES DÉPÊCHES :**

Alger, tous les jeudis;  
Oran, tous les mercredis;  
Sora, Bone, Tunis, tous les vendredis;

Mostaganem et Oran, touchant. Cette, toutes les semaines.  
De Cette à Sora, Bone et Tunis, tous les mardis.  
De Cette à Alger, tous les mardis.

**BUREAUX :** à LYON, quai de Retz, 12, maison du Collège.  
à MARSEILLE, rue Canabière, 54. (3568)

**SIROP**

DE SEVE DE PIN MARITIME

DE LAGASSE

PHARMACIEN A BORDEAUX

Il possède toutes les propriétés balsamiques des résines du Pin maritime, et s'en sert avec succès dans le traitement de la toue, de la bronchite, de la pleurésie, de la pneumonie, de la grippe, de la fièvre, de la diarrhée, de la dysenterie, etc.

Dépôts à Lyon, Pharmacies Gavinet, place Louis-le-Grand; Ferrand; Faivre, et dans les principales pharmacies.

**LES Associations ouvrières en Angleterre (TRADES-UNIONS)**

Cet ouvrage, déjà à sa troisième édition, est remarquable par les détails nombreux et spéciaux dont il est rempli.

Sommaire : Les crimes de Sheffield. — L'origine, la situation légale, l'organisation des Trades-Unions. — Des différents industries. — Remèdes à la misère. — La coopération. — L'avenir des Unions et la liberté publique.

Un volume in-12. — Prix : 2 fr. 50.

Germer-Baillière, lib.-édit., rue de l'École-de-Médecine, Paris.

**BOURSE DE LYON. — Mardi 18 mai 1869 (de 11 heures à midi 1/2).**

Denrées	Comptant.	LIQUIDATION du 31 mai.	LIQUIDATION du 30 juin.	Obligations.	Cours du Jour.
FONDS D'ÉTAT Français.					
3 0/0 Français.	71 80	72 15 = 72 17 1/2	72 20 72 22 1/2	V. de Lyon 1851-56, janv.	522 50
5 0/0 Français.	102 25	102 25	102 25	V. de Lyon 1859-67.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	V. de Lyon (antiques).	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Ville de Lyon 1853, mars.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	De la Loire ancien.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	St-Etienne Lyon, janv.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Rh.-et-Loire 4 0/0.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	3 0/0.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Paris à Orléans 3 0/0.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Paris à Lyon et Médit.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	1868, avr.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Midi.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Dauphiné.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Croix-Rousses.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Bellemeille 1863, janv.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Victor-Emm. 1863, avr.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Bons lomb. r. 1870, mars	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Lombards 3 0/0, janv.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Ch. de fer Romains.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Saragosse 3 0/0, janv.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	N. de l'Espagne, avr. 69	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Portugais 3 0/0, janv.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Rue Impériale 1866, janv.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Terrenoire 6 0/0.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Comm. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
4 1/2 Français.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50
5 0/0 Empr. 68, p. exompt.	102 25	102 25	102 25	Fond. de l'Hydro.	522 50